

**Jean Tawileh**  
**Expert Économique et Financier**

Fin juin début juillet, suite à la découverte de millions de pilules de Captagon, dissimulés dans une cargaison de grenades évidées en provenance du Liban vers l'Arabie saoudite, l'ambassadeur de l'un des pays du Golfe nous a dit que le Liban est désormais considéré comme un « narco State ». Il ne s'agit pas uniquement du trafic de « captagons », mais de tout genre de trafic qui se fait à partir du Liban, qui est désormais considéré comme une place privilégiée pour le trafic.

Non ! Ce n'est pas notre Liban. Ce n'est pas du tout l'identité du pays que nous aimons tant. Ceci est le résultat de l'épuisement et de l'effondrement d'un modèle économique qui a abusé des ressources de l'État, et des politiques économiques, monétaires, budgétaires entre autres. Tout ceci en toute impunité ! Il est temps de reconstruire cet État de droit, d'institutions, où le citoyen doit être protégé. C'est le seul moyen de mettre le pays sur un chemin stable et durable. C'est l'importance de l'audit juricomptable qui doit nous dévoiler l'ampleur des dégâts et des pertes et comprendre les lacunes qui existent. Quelles sont les bonnes pratiques de gouvernance qui doivent être mises en place aujourd'hui et permettre, au niveau des autorités monétaires, de remettre le Liban sur sa place entre les nations ?